

En Grèce comme ailleurs

DIRE « NON » À L'AUSTRÉRITÉ C'EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

9 JUILLET 2015

Dimanche, les grecs ont voté à plus de 60% pour le « NON » lors du référendum. Par ce vote, ils ont clairement rejeté les mesures que voulaient leur imposer le Fond monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne (CE). Ils ont dit « NON » au recul de l'âge de la retraite, à la baisse ou au gel des pensions de retraite, à la baisse des salaires dans le public, à la hausse de la TVA, à la facilitation des licenciements, à la baisse des aides sociales, à la poursuite des privatisations.

Une grosse claque pour les étrangleurs du peuple grec

Depuis 5 mois, la Grèce affronte l'intransigeance absolue de tous les gouvernements de l'Union européenne et du FMI. Durant la bataille électorale, les étrangleurs du peuple grec ont fait feu de tout bois. Ils ont mené une véritable politique d'intimidation pour tenter de le faire céder, pour lui faire admettre qu'il n'y avait pas d'autre choix que de s'incliner devant les diktats des financiers. Les partis politiques traditionnels, de droite comme de gauche, les organisations patronales et même certaines directions syndicales grecques, avec le soutien de la Confédération européenne des syndicats (CES) ont relayé les exigences « austéritaires » de la Troïka. Certains patrons sont allés jusqu'à menacer de licenciement ceux de leurs employés qui iraient voter « NON ». Mais cette fois, le chantage n'a pas fonctionné.

Une victoire qui nous concerne aussi

En France, Hollande et son gouvernement ont relayé l'offensive contre le peuple grec. Mais la campagne qu'ils ont menée n'a rien d'étonnant. Comme les travailleurs grecs, nous subissons ici aussi les chantages continus du patronat : acceptez la dégradation de vos conditions de travail ou la baisse de vos salaires ou alors on licencie ! Comme en Grèce, la dette est devenue le prétexte à toutes les attaques contre le service public.

Et surtout, les financiers et les États à leur botte sont engagés dans une offensive pour tenter d'étouffer la révolte, imposer ce mensonge selon lequel il n'y aurait pas d'autre politique possible que la leur. Ils redoutent comme la peste toute contagion à

d'autres pays de l'Union européenne. C'est pourquoi la lutte des travailleurs et du peuple grec nous concerne, ici en France.

Ce « NON » n'est qu'un début !

Si la victoire du « NON » au référendum a clairement montré le refus de toute nouvelle cure d'austérité, elle n'a encore résolu aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs grecs.

Dès lundi, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'étouffer encore un peu plus le système bancaire. Et Hollande et Merkel, soi-disant respectueux du vote grec, ont remis la pression sur Tsipras pour qu'il fasse des propositions « sérieuses et crédibles ». En clair, pour qu'il revienne à la table des négociations discuter de mesures d'austérité.

Mais l'heure n'est plus à la « négociation ». Ce qui est à l'ordre du jour, c'est au contraire d'élargir la brèche ouverte par la victoire du « NON », pour qu'il soit respecté. C'est la mise en œuvre d'une politique anticapitaliste permettant la reconstruction du pays. Et cela passe en premier lieu par l'expropriation des banques, la renationalisation des services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite, l'annulation de la dette.

Cela ne sera possible que si des luttes massives et déterminées imposent la rupture des négociations avec la Troïka et la réquisition immédiate de la Banque centrale grecque pour faire cesser la dictature de la Banque centrale européenne (BCE), des luttes pour aller chercher l'argent là où il se trouve, dans les coffres de la grande bourgeoisie, notamment des riches armateurs ou encore de l'Église de Grèce, toujours exonérée d'impôts.

Pour accomplir ces tâches, les travailleurs de France et des autres pays européens peuvent être les meilleurs alliés des travailleurs de Grèce. Car nous partageons les mêmes intérêts et peut-être bientôt le même sort.



Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

LE SCANDALE DU CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : CIRCULEZ IL N'Y A RIEN À VOIR !

Au mois de mai une émission de France 2 avait montré comment Renault utilise le crédit impôt recherche comme un pompe à finances. « Il n'y a rien de déshonorant à être une pompe à fric » avait expliqué un représentant de Renault à un délégué.

Le rapport d'une commission d'enquête du sénat sur ce sujet vient d'être interdit de publication avec la bénédiction conjointe du président UMP de la commission et du ministre PS du budget. Avec le Canard Enchaîné, on apprend que les 5,3 milliards d'euros de crédit impôt recherche versés à 16 200 entreprises le sont sans contrôle : pas de moyen pour vérifier la nature de ce que les entreprises appellent recherche. Renault n'était donc que "pilote" dans cette arnaque généralisée.

Bref, Renault et PSA vont pouvoir continuer à « optimiser », c'est à dire à pomper l'argent public. Et pendant ce temps les labos publics de recherche voient leurs crédits amputés.

TOYOTA PUBLICITÉ RACOLEUSE

Toyota a annoncé le recrutement de 500 ouvriers dans l'usine d'Onnaing qui fabrique les Yaris.

Publicité racoleuse : la totalité des postes concernés, des CDD avec des contrats d'intérim de 18 mois (6+12), le maximum légal. Ensuite les deux tiers de ces contrats correspondent à des renouvellements de contrats arrivant à terme. Seul un dernier tiers correspond à des nouveaux postes d'intérimaires.

L'effectif global de l'usine ne progressera donc que de quelque 200 personnes, pour seulement atteindre la barre des 4000 salariés (environ 3150 CDI, et 850 intérimaires). Les autres recrutements compenseront le départ d'anciens intérimaires, contraints de quitter le site, sans doute parce qu'arrivés au maximum légal de 18 mois de contrat.

Toyota ne connaît en juin 2015 que les CDD. Et dire que Macron avec sa loi non encore promulguée veut encore augmenter la flexibilité et la précarité. Elles sont pourtant bien installées dans les usines françaises : la preuve par Toyota !

ENCORE 239 VICTIMES DE L'IMPÉRATIF DU PROFIT MAXIMUM

Pour un léger tassement de commandes dans une de ses multiples branches d'activité, Eiffage, le mastodonte du BTP, veut supprimer 239 emplois.

L'Etat, via Banque Publique d'Investissement, possède 20%

du capital du groupe, qui vit en grande partie des commandes de l'Etat et des collectivités (ponts, stades, ouvrages d'art). Sans compter les bénéficiaires provenant des péages reçus suite à des concessions accordées par l'Etat (autoroute Paris Rhin Rhône, Viaduc de Millau).

Eiffage draine aussi des milliards d'argent public sous forme de loyers de travaux réalisés en Partenariat-Public-Privé : prisons, stades... Une masse de fonds publics au service du privé : de quoi justifier « et » l'interdiction des suppressions d'emplois « et » une réquisition pure et simple de tout le groupe, sans indemnité ni rachat.

ALORS QU'IL BLOQUE LES SALAIRES, CARLOS GHOSN CONTINUE DE S'ENRICHIR

Les assemblées d'actionnaires se suivent et se ressemblent. Après Renault en mai, Nissan a déclaré, mardi 23 juin, avoir versé à Carlos Ghosn 1,035 milliard de yens (7,4 millions d'euros) au titre de l'exercice 2014-2015. Ce qui représente encore une hausse de 4% par rapport au total de 2013-2014.

Carlos Ghosn, l'un des patrons les mieux payés au Japon, a aussi perçu 7,2 millions d'euros de Renault, dont il est également le PDG, en 2014. Carlos Ghosn est par ailleurs président du Conseil d'administration d'AvtoVAZ, le partenaire russe de Renault et de Nissan.

Parmi les 2.451 entreprises japonaises ayant déjà enregistré leur rapport annuel, seuls 77 dirigeants employés par 32 sociétés ont perçu un salaire supérieur à 100 millions de yens, selon le cabinet Tokyo Shoko Research. Carlos Ghosn est aussi le premier actionnaire particulier de Nissan, avec un portefeuille de 3,122 millions d'actions valant 28,3 millions d'euros au cours actuel. Cherchez l'erreur !

LE CHIFFRE : 186 MILLIARDS D'EUROS

C'est le pactole détenu par les dix premières fortunes de France, A eux seuls, ces riches parmi les riches pèsent plus de 50% des cent plus gros patrimoines professionnels du pays, selon les calculs réalisés par l'économiste Benoît Boussemart.

BONNES VACANCES !

Reprenons notre souffle pendant la pause estivale pour offrir au gouvernement et au patronat une rentrée de luttes !

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Avec les tracts, les infos
essentiels de notre secteur
WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG

